

## Exploitation des Mines :

# Accalmie sur le site d'exploitation du fer de Bandjeli MM Minning S.A., pourfendeur des droits humains et prédateur de l'environnement

P3



Une vue partielle du site d'exploitation de la mine de fer

## Episode 2 du Grand Déballage :



Jean-Pierre Fabre et son ex-président Gilchrist Olympio

# Gilchrist Olympio enfonce de plus en plus Jean-Pierre Fabre et compagnie

P.4

## Politique / Apévon :

# Pas question d'accepter le diktat de l'ANC

P.5



Apévon Dodzi de la coalition Arc-en-ciel

Célébration des 40 Ans de  
la mort de Bella Bellow :

## Du refus de solder la facture de l'Ets La Bonne Semence

P.6

## Justice :

## Liberté "provisoire" pour Olivier Poko Amah, la preuve de l'indépendance de la justice togolaise

P.3



Olivier Amah Poko

## Invité de la semaine

Agbéyomé Kodjo

"...Des marques de déloyauté, de déficit d'éthique  
et de solidarité sur fond d'impasse stratégique  
et tactique fondent les distances que nous  
avons décidé de prendre vis à vis du CST "

P.5



Agbéyomé Messan Kodjo, président OBUTS

Économie / Relance du tourisme au Togo :

## Les privés à la rescousse



Victor Atara, Secrétaire Général du ministère du Tourisme

Lisez-nous

désormais sur le:

[www.lemedium.info](http://www.lemedium.info)

avec:



## Météo

Mardi 18 Février 2014

Matin:

Ciel serein

26°C

Après-midi:

Ciel peu nuageux

32°C

## EDITO

## Ouvrons les yeux!

L'actualité politique de la semaine dernière a édifié plus d'un sur les ambitions des uns et des autres pour notre pays le Togo. Le grand déballage promis par l'UFC n'en est qu'en ses balbutiements. Ce n'est que l'entrée estime-t-on à l'UFC. Le parti du "Detia" nous promet d'autres révélations croustillantes en guise de plat de résistance dans cette guerre fratricide qui l'oppose à l'ANC. Le peuple est tout-ouïe et attend avec impatience. A moins que les frères et amis d'hier n'enterrent la hache de guerre et fument le calumet de la Paix.

Mais une chose est sûre. Cet épisode de la vie politique du Togo nous démontre une fois encore que le peuple doit se faire désormais une opinion sur ces hommes et femmes qui se réclament de lui. Nous adhérons volontiers à l'idée du Bélier noir de Kouvé : "le devenir du Togo est entre les mains de notre peuple". Le virage de développement amorcé depuis quelques années par le pouvoir en place ira en se consolidant davantage grâce à la courageuse politique économique entreprise par le Chef de l'Etat.

Certes, tout semble encore fragile et les attentes du peuple sont énormes. Il va falloir une consolidation de ces acquis pour envisager un progrès rapide et une amélioration subséquente de la vie des togolais. C'est pour cela que les échéances électorales qui pointent à l'horizon sont très importantes. Pas de faux débat ! Le seul sujet qui mériterait d'être traité à partir de ce moment est celui du bien-être des togolais. Le peuple a été longtemps derrière l'opposition. Qu'a-t-il gagné depuis 1990 ? Les mêmes qui n'ont pas pu ou n'ont pas su œuvrer à son bonheur quand ils étaient dans la fleur de l'âge pourrout-ils le réaliser au soir de leur vie ?

Il nous semble que le temps est venu pour que le peuple du Togo redresse désormais la tête et scrute l'horizon. Une vision claire du combat et des actions en faveur du mieux-être des togolais est nécessaire. La jouissance de l'eldorado à six pieds sous terre n'est que futilité. "Un tiens vaut mieux que deux tu l'auras" dit l'adage. Alors, ouvrons les yeux !

Ali SAMBA



## Récépissé

N°0062/12/05/99/0465/29/10/12/HAAC

## Adresse :

893, rue 19 Saint Joseph

01 BP : 450 Lomé

Tél : +228 22 37 86 99

Courriel : lemedium2013@yahoo.fr

Maison de la Presse, Casier N° 78

## Directeur de la Publication :

CRÉDO ADJÉ K. TETTEH

## Rédaction :

Jacques Komi SOLETE

Crédo TETTEH

Ekoué SATCHIVI

Dodo ABALO

Dezzy HUTCHNER

B. Ogouki ATAKPA

Infographie : JPB

Impression : ST Louis,

Doullassamé-LOME Tél : 9012 3730

Tirage : 2.500 exemplaires

Distribution: Léo AYIVI (90 19 70 25)

Reclamez tous les mardis  
votre hebdomadaire  
"Le Médium" dans  
les kiosques et chez vos  
marchands de journaux.

Prochaine parution  
le mardi 25 Février 2014

## Libre opinion : La transhumance des troupeaux au Togo :

## Un problème qui doit trouver des solutions urgentes et définitives !

**PAR DÉFINITION, "la transhumance, c'est la migration périodique du bétail de la plaine, qui s'établit en montagne pendant l'été" ; c'est la définition européenne du terme.**

**En Afrique, la transhumance "c'est la migration anarchique, incontrôlée et dévastatrice du bétail, des régions désertiques, semi-désertiques, ou arides vers les régions fertiles"...**

Le mot "transhumance" provient du latin "trans" et "humus", qui veulent dire "au-delà des terres"...

Ce mot est, comme scotché, en Afrique sub-saharienne, à l'ethnie Peul, ethnie qui a une histoire et une tradition d'éleveurs et de conducteurs de troupeaux, depuis des siècles...

Trois types de transhumance se rencontrent :

1) La transhumance saisonnière, dont l'objectif principal réside dans la recherche de pâturages et d'eau ;

2) La transhumance laitière qui vise des objectifs commerciaux (recherche des marchés pour l'écoulement du lait) ;

3) La transhumance de métissage, moins répandue, qui permet le croisement du cheptel zébu, avec du bétail trypano-résistant, et une migration des troupeaux vers des zones moins infestées.

Au Togo, chaque année, et de façon récurrente, la transhumance cause des troubles graves, avec des morts, des blessés et des déplacés par centaines. Récemment, cinq morts dans la région des Savanes, deux morts à Wahala, et plusieurs dizaines de blessés graves, sans compter des milliers de déplacés dans ces deux localités...

Les Peuls ont toujours été des éleveurs. Ils ont une histoire millénaire passionnante, tumultueuse, parfois même violente. L'un de ses dignes fils peuls n'est pas éleveur, mais écrivain, prix Renaudeau de littérature (excusez du peu !) et homme de culture, dense, qui a écrit un livre-phare sur son ethnie, "PEUL", mais aussi, "L'ainé des orphelins", histoire du génocide rwandais : Tierno Monémimbo. Plongeons nous dans l'histoire des Peuls...

## A) D'où vient cette vénération des bovins chez les Peuls ?

Tierno Monémimbo est né à Kankalabé, au Fouta, en Guinée ; de son vrai nom Diallo (presque tous les peuls s'appellent SOW, DIALLO, BALDE, BÂ ou BARRY...), je l'ai rencontré à Conakry et nous avons eu à discuter pendant de longues heures et dîné plusieurs fois ensemble...

Selon la légende, dans un village, un beau matin, un jeune garçon de 12 ans et sa jeune sœur de 8 ans, se mirent brusquement à parler une langue... que personne ne comprit dans le village. Les anciens se réunirent et on décida de chasser du village les deux enfants, sous prétexte qu'ils vont amener la malédiction dans la communauté, parce que habités par le diable ! Le frère et la sœur errèrent pendant des heures dans la brousse, et s'endormirent, affamés, au pied d'un arbre... Ils se réveillèrent brusquement, sentant une présence, et découvrirent, étonnés, une vache qui leur donna son lait à boire et les nourrit tous les jours suivants... Ils s'adoptèrent, à trois, et à 18 ans, le frère épousa la sœur de 16 ans ! Ils eurent plusieurs enfants, qui, à leur tour, s'épousèrent, donnèrent des enfants... et la race peule est née...

Faits remarquables : si vous touchez à une vache d'un peul, il est capable de vous tuer, et les peuls se marient toujours, aujourd'hui, entre cousins et cousines directs, oncles et nièces...

Suivons aussi l'histoire de Dôya Malal, du clan des Bâ et sous-clan des Yalalbé, racontée par l'auteur. Il eut 7 fils et 5 filles. D'après la sagesse peule, "le poulakou", c'est à l'ainé des garçons que revient l'héritage du père, ainsi que la direction du clan, après la mort du père. Mais, il se trouve que Dôya Malal eut deux garçons jumeaux, BIROM et BIRANE. Qui va hériter ? Alors, le père eut l'idée de leur poser une devinette :

"Je suis un vilain garçon. Si l'on m'envoie faire des commissions, je ne reviens pas ! Qui suis-je ?"

"Le filou, répond BIROM. On lui donne des cauris pour acheter des provisions, et il disparaît avec la marchandise ;"

"La flèche, répond BIRANE. Quand vous la tirez, elle ne revient pas, et reste logée dans sa proie."

"BIRANE, tu es le plus imaginaire, tu seras mon fils aîné", trancha le père, qui ajouta :

"Quand je ne serai plus de ce monde, c'est à toi, BIRANE, que reviendra l'Hexagramme de coralline, l'insigne de notre clan ;"

Puis, il dit à BIROM :

"Tu dois obéir à ton frère, si tu veux rester mon fils..."

A la mort du vieux Dôya Malal, en 1512, BIRANE éborgna BIROM, qui, à son tour, transperça BIRANE à coup de javelot, et le tua !

Cette histoire de devinette entraîna, comme on le voit, de terribles conséquences, et traduit le caractère violent des Peuls, ce que l'auteur

explique par cette citation, parlant des peuls :

"On les disait beaux comme des anges, intelligents comme le bon Dieu, et méchants comme le diable... Et depuis, c'est ainsi chez les Peuls : celui qui est mon frère, je le fuis, celui qui porte mon sang, je le tue !"

## B) Revenons à la transhumance

La transhumance fait donc référence à une pratique "de déplacement des troupeaux, saisonnier, pendulaire, selon des parcours bien précis, répété chaque année ;"

Le nomadisme, c'est le déplacement acyclique des troupeaux et des campements au hasard des orages et des jonchées de verdure qui les suivent, dans des territoires très vastes dont l'usage est réglé par la coutume ou par la force. C'est le déplacement de tout un groupe, avec bétail et personnes, à l'intérieur d'un pays, ou à travers plusieurs pays. Les animaux sont choisis en fonction de leur résistance à la privation d'eau, de leur rusticité et leur aptitude au déplacement. Les pasteurs n'ont pas d'habitats fixes permanents, et toute la famille suit les déplacements des troupeaux.

L'agro-pastoralisme : c'est la coexistence entre activités agricoles et activités pastorales qui peuvent avoir lieu à différentes échelles : pays, région, village, unités de production.

Comme on le voit, la transhumance est un casse-tête en Afrique noire et les drames liés à ce phénomène entraînent des centaines de morts et blessés par an, et la destruction massive des productions agricoles ravagées par les troupeaux. En Afrique, cinq pays tiennent le haut du pavé pour l'élevage des bovins :

-Le Soudan (39 millions de têtes de bétail)

-L'Afrique du Sud (13.7 millions de têtes de bétail)

-Le Madagascar (7.9 millions de têtes de bétail)

-Le Mali (7.3 millions de têtes de bétail)

-Le Burkina Faso (7.3 millions de têtes de bétail)

Puis, viennent le Cameroun, le Nigeria, la Guinée, le Niger etc. Au TOGO, l'élevage n'est pas extensif et c'est le Mali, le Burkina Faso et le Niger qui nous fournissent le gros de notre consommation de viandes de bovins. Les peuls déferlent avec leurs troupeaux, de ces pays vers le sud de notre pays de façon anarchique et incontrôlée ; et les conflits sanglants avec les agriculteurs sont prévisibles. Toutes "les mesures-solutions" à ce problème de transhumance doivent être nationales et régionales.

## C) Quelles situations urgentes et définitives ?

Le plus pénible de mes voyages en avion jusqu'à ce jour, est sans nul doute, celui du vol Conakry-Bamako-Bruxelles, un beau jour de 2002. J'avais comme voisin de siège un Afro-Américain d'une cinquantaine d'années, qui venait de faire un périple ouest-africain, qui l'a conduit au Nigéria, Bénin, Togo, Ghana, Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Libéria, Sierra Léone et Guinée. Après les présenta-



Dr IHOU David

tions, le courant est passé tout de suite entre nous et nous avons discuté politique, sociologie, économie... jusqu'à Bruxelles... sauf pendant vingt six minutes (26 min.), au cours desquelles un méchant orage a fait tourner notre avion, un Airbus avec 201 passagers à bord, comme un cerf volant, jusqu'à l'atterrissage à Bamako. Tous ceux et toutes celles qui avaient un chapelet l'avaient sorti et nous avions aussi fait 3 ou 4 fois le signe de croix, pendant ces 26 minutes d'enfer. Ce n'était pas seulement l'orage qui a rendu mon voyage pénible, mais aussi, le procès implacable de mon voisin de siège, Kévin, procès des dirigeants des pays qu'il a visités et une grande partie de nos discussions était en rapport, outre la politique, avec l'agropastorale. De Bamako à Bruxelles, la discussion s'est poursuivie...

"AFRICA is nothing", a-t-il marqué tout au long du vol, et il ponctuait cette interjection d'exemples négatifs en politique, en économie, dans l'agriculture et dans l'élevage. Mais je ne l'ai pas épargné non plus :

"Vous les noirs américains, vous êtes trop paresseux, vous ne voulez pas travailler et ce sont les immigrants italiens, chinois, indiens, européens, mexicains et cubains qui vous piquent les bons jobs."

Beau joueur, il a encaissé en se défendant tant bien que mal ; mais revenons sur l'agropastorale :

"Vous ne connaissez même pas le foin et vous n'avez même pas 100 tracteurs par pays", m'asséna-t-il...

Oui, le foin, élément capital de l'élevage, nous ne le connaissons pas, parce que le foin peut régler en grande partie le problème de la transhumance !

Le foin est un fourrage constitué d'herbes séchées et destiné à l'alimentation des animaux domestiques herbivores durant la mauvaise saison. C'était, autrefois une des conditions de nombreux systèmes de type polycultures - élevage. L'ingestibilité du foin est meilleure que celle de la paille. Le foin a été aussi utilisé pour la conservation de la viande.



Tas de foin

A suivre...



-www.sogesti.net

Cabinet d'experts en système d'information-

Archivage-Sécurité-Formations-Assistance

Tél : 22 20 05 53 info @sogesti.net

-www.emploiogo.com

Pour trouver un emploi et recruter rapidement

-www.marchespublicstogo.com

Liste des marches publics et privés en temps réel.

-www.togoentreprise.com

Annuaire des entreprises et recherche de partenaires

-www.peroom.ch

Vente de serveurs-scanners pro-bureautique

-www.easydnatogo.com

Spécialiste des tests ADN

Exploitation des Mines :

Accalmie sur le site d'exploitation du fer de Bandjeli

LA SEMAINE qui vient de s'achever n'a pas été de tout repos pour le personnel de la société indienne MM Mining opérant sur le site de l'extraction du fer de Bandjeli et Byakpabé dans la préfecture de Bassar.

Les habitants de ces localités se sont insurgés contre les exploitants de la principale ressource minière de la région. Au menu de leurs revendications, le non-respect des engagements pris par la société indienne quant à la fourniture de forages, la construction d'un hôpital et l'électrification des villages. Ces engagements figurent dans les termes du contrat que les dirigeants de MM Mining ont signé en 2010, année de l'obtention de la licence d'exploitation accordée par le gouvernement togolais.

Depuis lors, les pauvres habitants de Bandjéli n'ont rien vu.

"Notre patience a des limites. Trop c'est trop. Ils nous ont promis monts et merveilles mais la situation n'a pas changé depuis plus de cinq (5) ans. Ils exploitent nos ressources et ne veulent rien faire pour nous. Nous avons alors décidé de leur montrer de quel bois nous nous chauffons", a déclaré un habitant de la localité joint au téléphone.

La tension était telle que même les autorités locales administratives et traditionnelles n'ont pu raisonner les populations de Bakpyabé et de Bandjéli. Les populations disent n'attendre que la venue du ministre des mines pour en savoir un peu plus sur la suite à donner aux événements.

La démission des autorités !  
La survenue de cette crise sur un site de mines vient relancer l'éternel-



Une vue partielle du site d'exploitation de la mine de fer de Bangéli

le question de l'exploitation et des avantages à accorder aux populations riveraines.

Société indienne MM. Mining exploite le fer depuis 2010 après l'obtention de la licence en 2006. Les Réserves de minerais de fer ont été estimées à 500 millions de tonnes, avec une teneur moyenne de 45 % de fer, selon les chiffres donnés par le ministre des Mines, Noupokou Damipi.

Déjà en décembre 2011, le ministre de Mines reconnaissait chez nos confrères de republioftogo. Com, que s'agissant de la mine de fer de Bassar, il y a un problème de communication entre les habitants et l'exploitant MM Mining. Il avait rassuré à l'époque que ce différend devrait être bientôt aplani. Mais trois (3) ans plus tard, le problème persiste et veut prendre des proportions dramatiques si les autorités ne s'y penchent pas sérieusement. Ce qui étonne, c'est qu'on sent une certaine exaspération au ministère des mines et de l'énergie face à cette situation.

D'ailleurs le Premier ministre Arthème Ahoomey-Zunu avait même assuré les honorables députés de s'occuper de ce problème et même

de le régler. "La société n'a pas répondu à ses engagements. Et donc, il n'y a pas de raison qu'on continue", a-t-il dit, parlant d'un désastre à Bandjéli. " Nous avons observé qu'il y a beaucoup de difficultés dans l'application de ce contrat et que la société n'est pas toujours disposée à gérer les choses avec raison avec nous. Donc il faudra penser à autre chose ", avait laissé entendre Ahoomey-Zunu en Septembre 2013 répondant à une préoccupation d'un élu du peuple. Mais depuis, aucune décision n'a été prise.

MM Minning S.A., pourfendeur des droits humains et prédateur de l'environnement.

Tous les habitants de Bandjéli et tous ceux qui ont eu la chance de fouler le site d'extraction du fer déplorent les conditions dans lesquelles l'exploitation se fait.

La récente étude faite par l'ong SADD est révélatrice de graves manquements aux droits humains qui ont lieu en cet endroit. Yves Dossou, le directeur estime qu'ils ont sonné l'alarme depuis longtemps et que c'est de plein de droit que les populations ont pris conscience des violations de

certains de leurs droits les plus élémentaires. Dans le rapport de SADD, on peut y lire que les droits économiques, socioculturels, les droits des travailleurs, sont soit ignorés soit sévèrement piétinés au sein de cette entreprise minière du Togo. Ce qui vient confirmer les dires du premier ministre Ahoomey-Zunu que nous avons cité plus haut.

Plus grave encore, c'est la pollution des environnements immédiats et lointains du site qui inquiète. Il semble que l'exploitation du minerais du fer se fait au détriment de la préservation de la biodiversité. Mieux, les rivières et courants d'eau seraient contaminés par la poussière et la boue inhérentes à la production du fer. C'est d'ailleurs pour cette raison que les populations locales voulaient qu'on leur fasse des forages afin de ne plus boire de l'eau souillée qui les expose à toutes sortes de maladie.

L'état doit prendre ses responsabilités

Une accalmie précaire prévaut actuellement dans la région. Des négociations menées le weekend dernier par certains cadres du milieu et le profil bas affiché par les dirigeants de MM Minning a sensiblement fait baisser la tension. Les travaux sur le site ont repris hier lundi matin selon des sources au ministère des mines dans l'attente d'une visite du ministre des mines pour arrondir les angles et colmater les brèches. Il faut que le gouvernement se penche sérieusement sur ce problème qui survient sur les sites d'exploitation des mines un peu partout au Togo. Il va falloir aussi que les élus du peuple se saisissent du problème. Sinon, ça craint !

Ali SAMBA

Justice : Liberté "provisoire" pour Olivier Poko Amah, la preuve de l'indépendance de la justice togolaise

QUALIFIÉ DE procès politique par certains, la Chambre d'accusation de la Cour d'appel de Lomé a ordonné le vendredi dernier, la libération "provisoire" de l'ex-commandant de la gendarmerie Olivier Poko Amah, incarcéré depuis environ neuf (9) mois.

La décision des juges de la Cour

d'appel de Lomé vient ainsi battre en brèche les plats autrefois servis par une certaine classe politique et ses affidés selon lesquels la justice togolaise n'est pas indépendante.

Le Parquet général a enfin prononcé son réquisitoire, le délibéré ayant finalement été vidé. Le délibéré avait été prorogé deux fois, les juges n'ayant pas fini leur travail.



Olivier Amah Poko lors d'une de ses sorties à la plage de Lomé

"C'est un sentiment de satisfaction. Je prononce un ouf de soulagement, parce que Amah Olivier n'avait rien à faire dans une prison pour les propos qu'il a tenus. Ces propos ne valent pas une seule seconde en prison", a déclaré Me Zeus Ajavon, l'un des avocats de M. Amah.

"Sûrement les juges ne s'entendaient pas, raison pour laquelle le délibéré a été prorogé deux fois a-t-il indiqué, dénonçant un "acharnement" contre son client.

Rappelons qu'il est reproché à

Olivier Poko Amah - également président de l'Association des victimes de la torture au Togo (ASVITO) - d'avoir tenu des "propos visant à appeler les forces armées togolaises et les forces de l'ordre à se détourner de leurs devoirs", lors d'une interview à une radio privée de la place.

M. Amah fait partie des personnes qui ont été incarcérées dans l'affaire de tentative d'atteinte à la sûreté de l'Etat en avril 2009, puis relâchées après le procès en septembre 2011.

POLITIQUE/OPPOSITION: JEAN-PIERRE FABRE DANS LES LACS ET LE VO LE WEEK-END DERNIER, DÉBUT D'UNE TOURNÉE NATIONALE

Jean-Pierre Fabre, le président de l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC) était le week-end dernier face aux populations de certaines localités des préfectures des Lacs et du Vo, début d'une tournée nationale.

M. Fabre et des responsables du parti ont parcouru environ huit localités. Samedi, le président de l'ANC et sa délégation étaient dans les Lacs où ils ont rencontré les populations d'Agbanakin, d'Adjové, et de Kpémé pour des meetings populaires.

Même stratégie le dimanche passé à Momé-Hounkpati, Dagbati, Ativé, Afowuimé et Vokoutimé dans le Vo.

"Il s'agit d'une tournée de sensibilisation et d'information sur l'actualité politique et sociale. Le président de l'ANC profite surtout de l'occasion pour expliquer aux populations, les raisons qui nous poussent à demander les réformes constitutionnelles et institutionnelles conformément à l'Accord Politique Global (APG)", a déclaré Eric Dupuy, secrétaire national à la communication de l'ANC.

"M. Jean-Pierre Fabre a même adressé - dans ce sens - une lettre au chef de l'Etat pour qu'il use de son prérogative pour convoquer un dialogue, afin que nous puissions définir les modalités des discussions", a-t-il souligné.

Le 22 février, M. Fabre mettra le cap sur le Bas-Mono où il rencontrera les populations de Kpéssou, d'Agomé-Glozou, d'Agbétiko et de Hompou.

Le 23 février, il poursuivra son périple dans le Zio et sera au contact des militants et sympathisants de l'ANC d'Adétikopé, de Gbatopé, de Gblainvié, d'Alokoégbé et de Dalavé. Le président de l'ANC fera également le tour de plusieurs autres localités dans le Yoto, l'Avé et le Golfe.

Selon des responsables de ce parti, au moins 27 localités seront parcourues par M. Fabre: "Et c'est la première phase d'une grande tournée qui amènera le président national à l'intérieur du pays", a précisé M. Dupuy.

T O G O - S O C I E T E - VIOLENCES/PROBLÈMES TERRIENS: L'ASSOCIATION "APDHDS" DÉNONCE LA+BASTONNAGE+ DE TROIS CHEFS TRADITIONNELS DANS LE CANTON DE KÉVÉ

L'Association "Action pour la Protection des Droits de l'Homme et le développement Social" (APDHDS) de l'ancien député Nicodème Ayao Habia, a dénoncé le vendredi dernier, la +bastonnade+ de trois chefs traditionnels dans le canton de Kévé, suite à un problème terrien.

"Dans la journée du vendredi 07 février 2014, nous avons été saisis par notre antenne de la préfecture de l'Avé, de l'agression physique suivie de bastonnade sur les chefs de villages notamment de Avevoïn, Lomé et de Yometchin tous du canton de Kévé", indique un communiqué de l'Association "APDHDS" Togbui Dokla Nodjo Daniel, Togbui Gbedze Hilaire et Togbui Avogbedor ont été "sauvagement molestés par la population venue de la préfecture de Zio", souligne "l'APDHDS".

"L'APDHDS" invite les autorités togolaises à "prendre des dispositions idoines pour le règlement des problèmes de terrain sur toute l'étendue du territoire national, ces problèmes constituent des bombes à retardement", souligne le communiqué signé de M. Habia.

**TERRAIN RURAL A VENDRE**  
Le terrain indiqué se trouve au lieu dit Atchavé (Préfecture de ZIO), sur la route de Gblinvié à moins de 10 km à l'Ouest de Tsévié.  
La surface est de cinq (05) hectares à un prix intéressant.  
Contacts : 91 91 35 89 ou 97 28 33 70

**Visitez le site**  
www.lemedium.info

**Nos remerciements aux agences**  
savoirnews, afreepress et republi-coftogo pour leur collaboration

Zozo

**MANIFESTATIONS/CAMPUS DE LOMÉ: LES AUTORITÉS CALMENT LA SITUATION ET RASSURENT LES EXAMENS**

L'ambiance a changé d'un cran sur le Campus de Lomé, suite à des heurts jeudi dernier entre forces de l'ordre et étudiants, après une Assemblée générale du Mouvement pour l'Epanouissement de l'Etudiant Togolais (MEET) dispersée aux gaz lacrymogènes. Au total 14 étudiants dont deux responsables du MEET seraient interpellés entre jeudi et vendredi dernier. L'Assemblée générale avait été interdite par les premiers responsables de l'Université de Lomé.

"Ce sont des actes d'intimidation. Nous n'allons pas baisser les bras. Nos revendications sont claires et nettes", a confié un responsable du MEET.

Les étudiants protestent notamment contre les nouveaux critères d'attribution de bourses, d'allocations et d'aides.

Le Relais Estudiantin pour la Promotion de la Citoyenneté et des Droits de l'Homme (REP-CDH) - une association estudiantine - a demandé samedi dernier, la libération des étudiants interpellés et appelé à une résolution des problèmes du Campus dans un "cadre d'échanges serein".

Le REP-CDH a relevé un "déficit de communication" entre les autorités et les étudiants, affirmant que ce facteur "porte un sérieux préjudice à l'essor de la sécurité collective des membres de la communauté universitaire".

"Nombreux sont nos camarades qui ne distinguent pas les caractéristiques d'une Assemblée Générale (AG), de ceux d'une manifestation publique de regroupement de la communauté estudiantine (Manif). Aussi faut-il remarquer que nos camarades ne sont pas suffisamment sensibilisés sur les règles qui régissent la tenue de ces deux types de rassemblement au sein des universités publiques du Togo", avait souligné le REP-CDH dans un communiqué rendu public.

Samedi dernier, le ministre de l'enseignement supérieur Octave Nicoué Broomh a rencontré les responsables des comités de suivi du dialogue inter universitaire, des autorités de l'université et le collège des délégués généraux. Objectif de cette rencontre: faire le point de la situation et trouver des solutions aux différents problèmes, afin d'éviter des troubles sur le Campus.

Pour le ministre, les règles qui régissent les manifestations et autres activités estudiantines sur le campus doivent être respectées. Pas d'amalgame entre manifestations et autres activités estudiantines et manifestations publiques.

"Pour les préoccupations des étudiants, nous sommes activement à l'écoute et des solutions sont apportées au fur et à mesure. Nous avons écouté les étudiants, et nous leur avons dit que la semaine prochaine, les examens prévus vont effectivement se dérouler dans la sérénité et le calme", a indiqué Octave Nicoué Broomh.

Réagissant dimanche matin sur Rfi par rapport aux nouveaux critères d'attribution de bourses, secours etc..., le ministre a affirmé: "C'est du faux qui est prêché pour des raisons inavouées. Tous les étudiants notamment ceux qui ont tenté de perturber les activités académiques et pédagogiques ces derniers jours, savent très bien que les critères sont ajustés en fonction des résultats de chaque année, et aussi du +contingent+ qui arrive", a-t-il souligné.

Depuis jeudi dernier, des forces de l'ordre sont visibles sur le Campus de Lomé. Les responsables du MEET avaient prévu un autre rassemblement vendredi dernier, mais il n'a pu se tenir.

Précisons que le MEET est considéré aujourd'hui, comme l'un des principaux mouvements estudiantins. Ce Mouvement a déjà secoué à plusieurs reprises le gouvernement à travers des manifestations sur le campus.

## Episode 2 du Grand Déballage : Gilchrist Olympio enfonce de plus en plus Jean-Pierre Fabre et compagnie

*L'UFC (Union des Forces de Changement) ne semble pas vouloir laver le linge sale en famille. Une semaine après la publication d'un mémorandum mettant à nu leurs compagnons d'hier quant à leur participation à certaines négociations avec le pouvoir, le parti de Gilchrist Olympio récidive en publiant d'autres révélations au moment où Jean-Pierre Fabre et les siens écumant les villages et hameaux de la région maritime.*

### DECLARATION DE L'UFC : DES REVELATIONS QUI LEVENT LE VOILE SUR LES MENSONGES DE L'ANC AU PEUPLE



Gilchrist Olymio, président national de l'UFC

L'Union des Forces de Changement : UFC a rendu public le 09 février 2014 un mémorandum sur "les raisons internes ayant retardé l'alternance politique pacifique au Togo". Il s'agit pour l'UFC de faire des révélations sur les faits politiques et sur les démarches de certains acteurs politiques qui étaient aux commandes du parti. C'est un devoir de mémoire et le Peuple a le droit de connaître la vérité et la réalité sur le passé politique.

Il est clair que les responsables actuels de l'ANC ont eu à intoxiquer l'opinion sur la réalité de certaines démarches politiques. Les citoyens doivent découvrir le vrai visage des acteurs politiques.

Dans cette déclaration de l'UFC sur les révélations sur la réalité des faits politiques, l'UFC aimerait mettre l'accent sur certains points importants pour le Peuple notamment la démarche de la participation de l'UFC au Gouvernement et le rôle des responsables actuels de l'ANC.

#### Des révélations qui lèvent le voile sur les mensonges de l'ANC au Peuple (première partie)

Outre le Président national de l'UFC, quatre hommes ont véritablement incarné la ligne politique du parti et contribué à la mettre en œuvre au plan national. Il s'agit de Georges Latévi Lawson, Patrick Lawson, Jean-Pierre Fabre et feu Éric Armerding. Ils étaient du premier cercle du président du parti. Un cercle politique fondé sur des liens de solidarité, de loyauté et de fidélité les uns à l'égard des autres. Cette dimension éthique était primordiale car, dans ces années héroïques où on s'opposait à la dictature de Gnassingbé Eyadéma, l'extrême prudence était de mise et les valeurs de loyauté nécessaires pour lutter contre ce régime arbitraire.

Unis dans une entreprise de conquête du pouvoir d'Etat pour réaliser le bonheur du peuple togolais, Gilchrist Olympio et ses collaborateurs optèrent pour une stratégie "politico-diplomatique".

Le but poursuivi est de prévenir,

ou au moins de limiter, des conflits violents par le biais d'un consensus politique sur le partage du pouvoir entre les partis politiques.

En effet, toutes les négociations



Jean-Pierre Fabre, président national de l'ANC

politiques menées depuis 1998 constituent un élément préventif et ils visent aussi à faire accepter le principe de la convivialité politique. Ce que nous avons réussi, au terme

de cinq années de négociations avec la signature de l'accord historique du 26 mai 2010.

Le chemin fut laborieux pour y parvenir ; et on le sait, dans un climat politique conflictuel, la manipulation politique est une arme qu'utilisent les adversaires, les concurrents ou ceux qui ambitionnent de

prendre la place du chef.

La divergence qu'on va observer entre le Président national de l'UFC et ses anciens collaborateurs illustre parfaitement l'analyse que nous venons de faire. Car, à la lumière des faits, on constate que tous les membres du premier cercle du président national étaient embarqués dans cette stratégie politico-diplomatique qui devait se conclure par un accord de partage de pouvoir.

C'est du reste ce qu'exprime Patrick Lawson dans une correspondance adressée à Gilchrist Olympio en décembre 2005 (et que nous publions un extrait). Celui qui fut vice-président de l'UFC défend ardemment une stratégie de sauvegarde qui n'est rien d'autre que la nécessité de poursuivre les négociations entamées à Sant'Egidio avec le RPT et de parvenir au plus vite à un accord de partage de pouvoir. Il faut faire fi de l'hostilité et poser des actes concrets. Sa pensée est nette : il faut participer car " les gens ont faim et sont fatigués de gérer le verbe ".

Le lecteur attentif se fera sa propre idée sur les pensées et les actes posés par les uns et les autres. Il comprendra aisément que l'UFC n'a jamais dévié de sa ligne politique qui est d'aboutir à une alternance pacifique au Togo à travers la convivialité politique. Pour évincer leur leader, Jean-Pierre Fabre, Patrick Lawson, et autres n'ont eu aucun scrupule à faire usage du mensonge et de la manipulation. Par souci de vérité et de respect pour le peuple togolais abusé, nous levons le voile sur tous les mensonges et la duplicité de Fabre, Patrick Lawson et consorts.

Il faut poursuivre et amplifier le mouvement entamé par l'UFC afin que l'alternance devienne réalité sur la terre de nos aïeux.

**L'Eternel bénisse le Togo !**

**Ablode ! Ablode ! Ablode Gbadja !!!**

**Fait à Lomé, le 17 février 2014  
Le Cabinet du Président National de l'UFC**

#### Extrait de la correspondance de Patrick Lawson, adressée à Gilchrist Olympio en décembre 2005

Bonsoir Fo Gil,  
Cela fait un moment que je n'ai plus de tes nouvelles.  
Aussi, je voudrais dire que je suis très peiné d'apprendre de l'extérieur que Rome ne tient pas. Si nous continuons à travailler ainsi, suivant les zones d'influence de l'heure, nous ne nous en tirons jamais. La moindre des choses est de m'avertir pour que je sache quelle orientation donner à mes propos.  
Heureusement que par nature je suis prudent et sur la base des rumeurs, des ragots, des procès d'intention faits par des gens très proches de toi sur moi dans ce dossier, j'étais déjà sur mes gardes.  
Dans tous les cas, si nous refusons de poser des actes, d'être concrets dans nos actions au lieu de gérer les médisances, nous perdrons le terrain. C'est pur des faits et à partir d'une analyse concise qu'on a choisi de développer une stratégie de sauvegarde.  
En tout cas, après Bonneh Ampon Gabriel, c'est le tour de Koffi Agano qui vient d'être nommé Secr. Gen. au Ministère de la Ville.  
Des Présidents Fédéraux seront dans le lot de ceux qui vont nous fuir, dont Evedji (celui de Vo). Tse-Tse serait rentré avec des militants et travaillerait déjà avec Ali Tohessa. Mme Monnas de R.V.O et femmes de Vo seraient dans le lot. On parle de 010 offices et d'autres femmes (ce n'est pas sûr). Les gens ont faim et sont fatigués de gérer le verbe. C'est dans cette perspective subtile qu'on voulait à organiser pour éviter une hémorragie.  
Je t'envoie copie de Togo Prima de nominations et autres décrets.  
Il nous faut de la confiance pour réorganiser le parti et revoir les femmes, les cadres, les jeunes, puis des nouveaux fidèles et non subjectifs. Je reste à ta disposition et je continuerai de prendre toutes les infos.  
Bonne nuit à toi  
P.L.

## Invité de la semaine INVITE DE LA SEMAINE/ Agbéyomé Kodjo

**“...Des marques de déloyauté, de déficit d'éthique et de solidarité sur fond d'impasse stratégique et tactique fondent les distances que nous avons décidé de prendre vis à vis du CST”**

ANCIEN PREMIER ministre du général Eyadema, devenu opposant à Faure Gnassingbé, Agbéyomé Kodjo le leader du parti Obuts avait rejoint le collectif 'Sauvons le Togo' (CST) quelques mois avant les législatives de juillet 2013.

Mais aujourd'hui, il dénonce une forme insidieuse de totalitarisme et de pilotage à vue dans la conduite des activités du CST qu'il a décidé de quitter.

M. Agbéyomé Kodjo milite désormais pour une pratique politique éclairée, moderne et vertueuse. Il se déclare convaincu que les rapports structurant les relations entre les différentes composantes de la classe politique et la population vont changer.

C'est la seule façon de construire une société de confiance et de prospérité partagée, explique-t-il dans l'entretien qui suit.

Quels sont vos griefs à l'égard du CST et, notamment, de l'une de ses composantes, l'ANC ?

La formation politique OBUTS est membre fondateur du CST dont l'objectif premier est la mutualisation des énergies pour le respect des droits de l'homme et des lois de République de même que la matérialisation des réformes constitutionnelles et politiques actées dans l'APG et recommandées par la CVJR. Malheureusement l'épreuve des faits a mis en lumière une forme insidieuse de totalitarisme et de pilotage à vue dans la conduite des activités du CST.

L'approche stratégique et tactique de OBUTS s'est heurtée au diktat de l'ANC lors des dernières législatives, empêchant le CST de construire ensemble avec la coalition ARC-EN-CIEL, une liste commune à même de nous ouvrir large le champ du possible et de nous donner les moyens d'obtenir une majorité à l'Assemblée nationale.

Pire OBUTS a subi des injustices dans les investitures que dans la répartition des fruits de l'effort collectif lors des dernières législatives ! C'est le dévoiement de nos objectifs de même que le cumul des marques de déloyauté, de déficit d'éthique et de solidarité sur fond d'impasse stratégique et tactique qui fondent les distances que nous avons décidé de prendre vis à vis du CST.

Certains opposants avec lesquels vous étiez jadis alliés seraient, à vos yeux, rongés par l'ambition personnelle avec une seule obsession, la présidentielle. Est-ce à dire que le sort de leurs concitoyens les désintéresse complètement ?

Tout leader politique peut légitimement ambitionner de présider un jour aux destinées du pays s'il en a l'opportunité et s'il recueille la confiance librement exprimée des populations.

Cependant, toute démarche politique crédible doit porter avant tout au centre de son déroulé, les intérêts

supérieurs des populations, notamment la liberté, la sécurité, la justice et la prospérité partagée pour tous.

Pour parler franc, certains sont persuadés d'avoir l'étoffe de Chef d'État alors qu'ils n'ont même pas la doublure ?

Il appartient au souverain peuple d'apprécier en toute liberté et dans la transparence quelque offre politique d'où qu'elle vienne !

Pensez-vous qu'il soit possible de faire de la politique autrement au Togo. C'est-à-dire normalement. En d'autres termes, avoir une opposition responsable, dotée d'un programme et de solides arguments ; une opposition qui puisse dialoguer, échanger, débattre avec ses compétiteurs politiques dans le cadre d'un débat démocratique apaisé ?

Je pense que c'est préférablement le cheminement que nous devrions emprunter en ce qu'il nous conduira vers une pratique politique éclairée, moderne et vertueuse. Par ailleurs, la conscience civique et politique de la population doit être élevée afin de lui permettre de se forger son propre jugement sur la posture, la crédibilité et les engagements de chaque leader politique.

Ce faisant, je crois que les rapports structurant les relations entre les différentes composantes de la classe politique et la population vont changer, de même que ceux de l'opposition et du pouvoir politique. C'est pourquoi de part et d'autre de la classe politique, il urge dans l'intérêt supérieur de la Nation que nous changions de posture et convoquions en toute sincérité la vertu, l'humilité et l'éthique politique au cœur de l'action politique.

La réorientation stratégique et tactique de OBUTS s'inscrit dans une telle dynamique qui seule peut aider à la mise en place d'un cadre politique apaisé et structuré indispensable à la construction d'une société de confiance et de prospérité partagée.

Envisagez-vous désormais de mener votre combat seul ou, le cas échéant, de nouer des alliances ?

Difficile de conduire seul un



Agbéyomé Kodjo, président national de OBUTS

combat politique majeur destiné à la transformation de la société dans un environnement socio-politique aussi fragmenté ! Le moment venu, nous jugerons utilement des alliances politiques qui s'imposent dans l'intérêt supérieur de nos populations avant tout priorité des priorités pour OBUTS.

Au Togo, un opposant qui s'entretient avec le chef d'Etat est un traître. Ne croyez-vous pas qu'il y a là quelque chose qui ne va pas dans le fonctionnement de la vie publique ?

Dans toute démocratie, rencontrer le Chef de l'État, est un élément structurant le pacte républicain. Cela relève d'une exigence politique surtout lorsqu'on a assumé de hautes fonctions républicaines. Dès lors, j'estime être totalement libre de m'entretenir avec le Président de la République ou avec tout autre leader de la majorité présidentielle sur des sujets d'intérêt général, sur des sujets nationaux et/ou sur des sujets internationaux, peu importe que la demande d'entretien émane de moi ou d'eux. La démocratie c'est aussi cela ; la courtoisie républicaine, c'est également cela !

En conséquence, si tant est que les entretiens que l'on me prête aient jamais existé, je n'ai ni à m'en justifier ni à m'en excuser.

La polémique qui a agité le landerneau politique togolais, est un faux débat, reposant sur des

rumeurs imaginaires, tendant en réalité, à créer un écran de fumée pour protéger celles et ceux qui ont quelque chose à se reprocher. Car vous observerez que pour ce qui me concerne, je n'ai jamais participé en catimini à des négociations politiques bipartites ainsi qu'à des arrangements politiques anti-démocratiques tendant à préempter nominativement quelque poste politique.

Vous êtes dans l'opposition. Estimez-vous cependant que le pouvoir a marqué des points dans les domaines du développement et de la modernisation du pays ou faut-il tout rejeter en bloc ?

Ce qui est évident c'est qu'il y a une volonté réelle à doter le pays d'infrastructures notamment routières, portuaires et aéroportuaires. Cependant les mesures courageuses pour répondre à la demande sociale sont insuffisantes comme en témoignent les différents fronts sociaux qui n'ont cessé d'agiter le pays. Il devient à mon humble avis important qu'un véritable dialogue politique s'ouvre rapidement pour prendre des mesures humanitaires d'urgence à même de soulager la détresse de nos populations et résoudre dans la sincérité les problèmes constitutionnels et politiques qui entravent l'émergence dans notre pays d'une société de confiance, de justice et de prospérité partagée pour tous.

Source : republicoftogo.com

## POLITIQUE/ARC-EN-CIEL VA DÉSIGNER SON CANDIDAT À LA PRÉSIDENTIELLE

Les opposants regroupés au sein de la Coalition Arc-en-ciel ont demandé hier lundi l'ouverture d'un 'dialogue franc et sincère' permettant la mise en œuvre de réformes garantissant des élections locales et présidentielle 'apaisées pour favoriser la réconciliation nationale'.

Cette coalition de 6 petits partis souhaite également l'organisation rapide du scrutin local 'au plus tard au mois de juin 2014'.

Concernant le mandat présidentiel, Arc en ciel en demande sa limitation à deux termes de 5 ans avec 'effet immédiat'. Un moyen d'interdire au président Faure Gnassingbé de se représenter le cas échéant.

Or cette coalition ignore qu'une modification constitutionnelle de cette nature ne peut être rétroactive.

Enfin, les opposants affirment travailler à la désignation d'un candidat pour 2015. Les perspectives d'une candidature unique de l'opposition semblent donc s'éloigner puisque l'ANC, membre d'un groupement rival, le CST, présentera certainement son leader, Jean-Pierre Fabre.

## FINANCES/REGROUPEMENT DANS LE SECTEUR BANCAIRE



Depuis ce lundi, toutes les agences de la Banque togolaise de développement (BTD) sont passées sous les couleurs d'Orabank. Mais au-delà de la signalétique, c'est tout le fonctionnement de la banque qui est désormais intégré dans un réseau commun. Une fusion qui est le fruit du rachat de 56% du capital détenu par l'Etat par Ora Group.

Le réseau Orabank comprend des établissements au Bénin, au Gabon, au Togo, au Tchad, en Guinée et en Mauritanie. Le siège se trouve à Lomé.

La croissance de cet acteur bancaire est accompagnée par la BOAD, Proparco et l'Agence belge de coopération internationale, notamment.

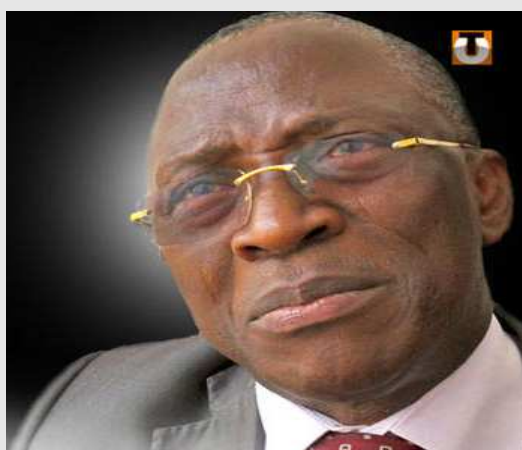
Le groupe bancaire est contrôlé par le capital-investisseur panafricain Emerging Capital Partners (ECP). Il a enregistré une forte croissance au cours des dernières années. Son total de bilan a crû de 59,8% sur l'année 2012, pour atteindre 701,4 milliards de F CFA (environ 1,4 milliard de dollars).

## Politique/Apévon : Pas question d'accepter le diktat de l'ANC

SAMEDI DERNIER, le président de l'ANC, Jean-Pierre Fabre, avait annoncé avoir adressé un courrier au chef de l'Etat lui demandant d'ouvrir un dialogue sur les réformes politiques et constitutionnelles. Il avait ajouté en avoir informé les membres de la coalition Arc en ciel.

Hier lundi, Paul Dodji Apévon, le dirigeant du Comité d'action pour le renouveau (CAR, opposition) a dénoncé la 'manipulation' à laquelle se livre M. Fabre.

C'est dans un journal que nous découvrons que nous avons été consultés avant que la lettre ne soit envoyée. Alors que nous sommes ici, personne ne nous a consulté. On n'est au courant de rien. Le tout semble une manipulation. Et si les choses



Dodji Apévon de la Coalition Arc-en-ciel

se font comme une manipulation, elles finissent

par dégénérer ", a dénoncé M. Apévon.

Le président du CAR rejette la méthode utilisée par Jean-Pierre Fabre.

Réclamer au chef de l'Etat des réformes est une bonne chose, mais le projet de lui adresser une correspondance aurait du faire objet d'une concertation préalable au sein de l'opposition, estime le leader du CAR.

Et ce dernier met en garde : Arc-en-ciel n'acceptera pas de solutions adoptées et imposées sans elle. 'Si un parti politique ou une regroupement de partis politiques croit qu'à lui tout seul il peut réaliser l'alternance politique au Togo, nous lui souhaitons bonne chance', conclut Paul Dodji Apévon.

## Zozo

**MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DE LA CVJR: LE PROCESSUS POURSUIT SON BONHOMME DE CHEMIN.**



Un forum national de suivi du processus de justice transitionnelle a été ouvert à Lomé dans un grand hôtel de la place, cérémonie présidée par Yacoubou Hamadou, le ministre des droits de l'Homme de la consolidation de la démocratie chargé de la mise en œuvre des recommandations de la Commission vérité, Justice et Réconciliation (CVJR).

Mgr Nicodème Barrigah-Benissan, ancien président de la CVJR et Mmes Khadiata Lo Ndiaye (Coordonnatrice résidente du Système des nations Unies et Représentante résidente du PNUD au Togo) et Olatokunbo IGE (Représentante du bureau du HCDH-Togo) étaient aussi présents. D'autres membres du gouvernement, ainsi que des représentants de la société civile et de partis politiques ont assisté à la cérémonie d'ouverture.

La cérémonie de lancement de ce forum a été marquée par les différentes allocutions mais aussi par les intermèdes du groupe d'enfants appelé les +Fils de la Nation+. Ces enfants ont, à travers leurs prestations démontrés l'importance de la réconciliation entre les fils et filles du Togo.

"La paix pour être assurée a besoin de justice. Il incombe à chaque citoyen d'œuvrer pour un Etat plus juste pour tous. Les choses changent et plus rien ne peut être comme avant au Togo. C'est ensemble que nous avons commencé et c'est ensemble que nous poursuivront les travaux de la CVJR", a déclaré Yacoubou Hamadou.

Pour Mgr Nicodème Barrigah-Benissan, la réconciliation "ne sera possible que si nous réalisons une transformation dans nos cœurs".

"Le travail colossal réalisé par la CVJR doit engager l'ensemble des acteurs dans une action globale visant à renforcer les capacités nationales de prévention et de médiation des conflits et la mise en place d'une infrastructure durable pour la paix. Il est en effet nécessaire de renforcer les capacités de résilience du Togo en soutenant le développement et la mise en œuvre d'une approche stratégique globale à moyen et long terme de consolidation de la paix", a pour sa part souligné Mme Khadiata Lo Ndiaye.

"Il est établi que lorsque les institutions et instances de médiation et de dialogue, sont bien structurées et crédibles, elles peuvent être considérées comme constitutives d'une infrastructure pour la paix. L'infrastructure de Paix c'est donc l'établissement de structures interdépendantes, des mécanismes, des ressources, des valeurs et de compétences qui, à travers le dialogue et la consultation, contribuent à la prévention des conflits et la consolidation de la paix dans la société", a-t-elle souligné.

Durant trois jours, plus d'une quarantaine d'acteurs de la société civile, des représentants de partis politiques et du gouvernement débattront autour du thème : "Le processus de réconciliation au Togo après les travaux de la CVJR: acquis, défis et perspectives".

La première journée de ce forum a été marquée par des débats houleux suite aux différents sous-thèmes exposés : "la CVJR, un devoir, un espoir", "le rapport de la CVJR entre ombres et lumière" etc...

## Pour le lancement des travaux pour l'éligibilité du Togo au MCC: Les comités sectoriels et points focaux en charge du suivi des indicateurs d'éligibilité au MCA formés à Lomé

**LES COMITÉS sectoriels et points focaux en charge du suivi des indicateurs d'éligibilité Millennium Challenge Account (MCA) ont été formés pendant deux jours à Lomé, rencontre à l'issue de laquelle les participants seront mieux outillés en vue du lancement des travaux pour l'éligibilité du Togo au Millennium Challenge Accounts (MCA).**

Cette formation a été officiellement ouverte par le ministre de la planification Djossou Sèmodji en présence de l'ambassadeur des Etats-Unis au Togo Robert Whitehead et de la Coordinatrice résidente du Système des nations Unies et Représentante résidente du PNUD au Togo Mme Khadiata Lo Ndiaye. M. Guy Lorenzo, le conseiller économique du chef de l'Etat, était aussi présent.

La Millennium Challenge Corporation (Société du Compte du Millénaire /MCC), organisme gouvernemental des Etats-Unis d'Amérique, a été conçu par le Congrès américain en janvier 2004 pour réduire la pauvreté de part le monde, à travers la croissance économique durable dans les pays en voie de développement.

Le MCC gère les différents Comptes MCA, financés exclusivement par le Congrès américain. Pour être éligible au programme MCA, le pays doit remplir certains critères de performance, notamment les indicateurs de politique indépendante et transparente que sont : la gouvernance juste, l'investissement dans le capital humain, et l'encouragement de la liberté économique.

Les grands chantiers de réformes



Le ministre Sèmodji Djossou de la Planification...

entreprises par le Togo ces dernières années afin de promouvoir le développement économique et social du pays, requièrent une importante mobilisation de ressources. C'est dans le souci de mobiliser davantage de ressources pour relever ces défis que les plus hautes autorités se sont engagées à y travailler pour l'éligibilité de notre pays audit programme.

Selon le ministre de la planification, cette formation permettra aux participants de maîtriser surtout les indicateurs d'éligibilité et de plancher sur le plan de collecte des données. Djossou Sèmodji n'a pas manqué d'énumérer les réformes entreprises par le gouvernement togolais notamment l'amélioration du climat des affaires (le Togo fait partie selon le rapport Doing Business 2014, des 20 économies au monde qui ont le plus réformé la réglementation des affaires depuis 2009), l'opérationnalisation de l'Office Togolais des Recettes (OTR), les dispositions pri-

ses (mise en place d'une ligne verte) au niveau de l'aéroport, de la police de même que pour les marchés publics pour dénoncer les cas de corruption, la mise en place des structures en charges des marchés publics (ARMP et DNCMP) et la publication sur les sites et les médias des audits des marchés, la lutte sans faille contre le trafic illicite d'espèces sau-

ges etc...

Pour Mme Khadiata Lo Ndiaye, l'aide est plus efficace lorsqu'elle renforce la culture de la bonne gouvernance, la liberté économique et l'investissement dans le potentiel humain. "C'est ce principe qui a conduit à la mise en place du Millennium Challenge Corporation (MCC) en 2004 par le Congrès américain", a-t-elle souligné.

"Le mécanisme du Millénaire Challenge Corporation présente un double avantage : il favorise l'appropriation effective des politiques et des objectifs de développement par les pays bénéficiaires, et il engage l'ensemble de la communauté des partenaires, puisque le MCC ne se base que sur des résultats évalués par des institutions tierces", a-t-elle expliqué.

Depuis sa mise en place, le MCC a signé 26 accords de dons de financement de programmes dont 15 avec

les pays africains pour près de 5,8 milliards de dollars américain soit 70% du total de l'enveloppe. Des pays limitrophes du Togo ont déjà bénéficié de cette aide, et continuent d'en bénéficier, grâce à un effort soutenu dans la mise en œuvre des réformes économiques, sociales et de gouvernance : Le Bénin (53,5 milliards de F.CFA), le Ghana (273,5 milliards de F.CFA) et le Burkina-Faso 240,45 milliards de F.CFA).

"Le PNUD est fier d'avoir accompagné le Togo jusqu'à la reprise de la coopération et dans sa volonté de reprendre en main le processus de son développement qui a suscité un regain d'intérêts de ses partenaires au développement", a souligné Mme Khadiata Lo Ndiaye.

Animée par le Cabinet Beis Finance Consulting, cette formation avait pour objectifs, notamment de rendre publique l'intention du Togo à tout mettre en œuvre pour améliorer ses performances afin d'être éligible au programme MCC et de sensibiliser les comités sectoriels et les points focaux en charge du suivi des indicateurs d'éligibilité au MCA sur l'importance de leur rôle dans ce processus.

Ces deux jours de conclave ont permis aussi aux comités sectoriels et points focaux d'acquiescer tous les moyens techniques pouvant leur permettre de mener à bien leurs missions.

Outre la présentation MCA et des critères d'éligibilité, les participants plancheront sur d'autres modules dont la revue des résultats de l'évaluation du MCC et la transmission de données et autres informations sur les indicateurs.

## Célébration des 40 Ans de la mort de Bella Bellow :

## Du refus de solder la facture de l'Ets La Bonne Semence

**LE TOGO a célébré la Diva de la chanson mondiale Bella Bellow en Décembre dernier lors du quarantième anniversaire de sa disparition, un événement de haut niveau qui a mobilisé les acteurs de la culture et les artistes de la chanson togolaise. Malheureusement cet événement qui devrait être l'occasion rêvée de rehausser l'image de la reine de la chanson togolaise la plus internationalement connue et reconnue, a plutôt été une aubaine et un fonds de commerce pour certains de s'enrichir sur le dos des pauvres prestataires de service, trainant ainsi la renommée de notre diva internationale dans la boue.**

**Le président du comité d'Organisation terni l'image de la diva en s'enrichissant sur le dos des prestataires**

Le 11 décembre 2013, l'Etablissement La Bonne Semence spécialisé dans les travaux d'imprimerie reçoit une commande émanant du Comité d'Organisation des 40 ans de Bella Bellow.

Par ce bon de commande, le comité d'organisation demandait à la Bonne Semence la confection de Tee-



La Diva togolaise Bella Bellow

shirts, de Calendriers Muraux en couleur, des Calendriers de table en couleur, des calendriers de poche en couleur, des cartes d'invitation VIP, des cartes d'invitation de Kégué etc, le tout d'une valeur totale de un million cinq cent six mille six cent (1 506 600) francs.

L'événement avançant à grandes enjambées, le DG de l'établissement La Bonne semence a dû prendre des dispositions particulières pour pouvoir livrer la marchandise à temps. Le 16 Décembre, toute la marchandise a été livrée au Comité d'Organisation.

A l'étape actuelle des choses, il n'a

été versé en tout et pour tout qu'un acompte de cinq cent mille (500 000) francs sur les plus d'un million cinq cent francs.

Au jour d'aujourd'hui soit deux mois après l'événement, le Président du Comité d'Organisation des 40 ans de Bella Bellow se mure dans un silence sépulcral nonobstant les discussions qui ont eu lieu devant une autorité judiciaire à l'issue desquelles un engagement de paiement a été signé des mains du sieur Komlan L. Locoh. Malheureusement, les dernières informations font état de ce que le Président du Comité d'Organisation de cette célébration a décidé de ne verser aucun centime des sous restants sous un prétexte fallacieux dont nous préférons ne pas en parler.

Pour l'organisation des quarante ans de Bella Bellow, le gouvernement à qui certains font le procès d'avoir relégué aux oubliettes celle qui faisait et fait encore la fierté de notre pays sur le plan musical a mis la main à la poche et des sources bien introduites parlent de plusieurs dizaines de millions de francs. Mais ce qu'on ne comprend pas, c'est cette attitude du

président du Comité d'organisation qui commence par défrayer la chronique.

Comment peut-on expliquer que l'Etat togolais mette de l'argent dans cette organisation, que les sponsors se manifestent et que la fille unique de la Diva aussi s'implique financièrement et qu'on revienne à la fin nous parler de dette ? Et de combien ? Bella Bellow du fond de sa tombe doit se retourner plusieurs fois lorsque derrière elle, un business s'organise et au lieu que ce soit une belle occasion de rehausser l'image de cette valeureuse femme, risque énormément de produire l'effet boomerang si le Président du Comité d'Organisation de cette commémoration ne remet pas les pendules à l'heure en procédant au paiement des sous pour les travaux d'imprimerie dans ce cadre.

Pour l'heure, le président du Comité d'organisation a juré sur tous les saints qu'il ne versera aucun franc à l'imprimeur. Mais au regard de son rang social et du poste important qui est le sien dans un organisme onusien, il doit rapidement trouver une issue heureuse à cette affaire.

**A suivre donc !**

**Aboué**

## Économie / Relance du tourisme au Togo : Les privés à la rescousse

LE GOUVERNEMENT table sur la valorisation des potentialités touristiques du Togo pour réduire la pauvreté, notamment en milieu rural et pour booster la croissance. Cet objectif est contenu dans le Plan directeur de développement et d'aménagement touristique (PDDAT) en cours d'élaboration, dont les grandes lignes ont été présentées lundi par Victor Atara, le secrétaire général du ministère du Tourisme.

Cette feuille de route n'est pas une fin en soi, a rappelé M. Atara. Il faudra ensuite mettre les recommandations en pratique et dégager d'importants financements.

Or, souligne un récent rapport réalisé par le ministère du Tourisme avec le concours du PNUD et de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), les engagements de l'Etat n'ont pas dépassé 1 726 millions de Fcfa sur les trois dernières années. Il est probable que les lignes budgétaires seront encore insuffisantes pour satisfaire les besoins en financement nécessaires pour remettre à niveau les établissements hôteliers qui restent dans le portefeuille de l'Etat.

Entre 2003 et 2012, la part des investissements publics consacrés au tourisme n'a pas dépassé 0,5% du total des investissements de l'Etat, alors que le budget du ministère du Tourisme a représenté seulement 0,05% du budget général pendant la même période.

Mais le rapport note que des progrès ont été enregistrés depuis 2008, date à laquelle le montant des inves-



Victor Atara, SG du ministère du Tourisme

tissements publics consacrés au tourisme a sensiblement augmenté. Cette tendance devrait normalement se poursuivre puisque la SCAPE considère ce secteur comme prioritaire. Si les investissements prévus dans le scénario de croissance accélérée sont en très forte hausse pendant la période 2013-2017, leur financement n'est pas prévu.

Le recours à l'investissement privé est donc indispensable. Mais pour attirer les capitaux en provenance de l'étranger et de la Diaspora, il est recommandé de mettre en place un système attractif d'exonérations fiscales.

Le rapport met en exergue les potentialités touristiques dont dispose le Togo. Le littoral, les parcs nationaux, la valeur ajoutée en matière culturelle, etc.

Les officiels pointent du doigt un autre obstacle à la relance du tourisme, la cherté des prix des billets d'avion entre l'Europe et le Togo. Un

sérieux handicap qui ne pourra être résolu que par des discussions franches entre les autorités togolaises et les compagnies aériennes européennes.

Dans les années 90, le tourisme et le tourisme de conférence étaient des leviers de croissance fournissant des emplois directs et indirects à des dizaines de milliers de Togolais et faisant rentrer des devises. Mais la crise 'socio-politique' est passée par là.

Le pays tente de relancer le secteur. Des projets de nouveaux hôtels voient le jour à Lomé (Onomo, Pefaco), la valorisation des réserves naturelles est en cours et la perspective d'attirer de nouveau au Togo les conférences régionales et continentales est réelle dès lors que les nouvelles unités hôtelières seront achevées.

Le Togo a accueilli 300.000 touristes l'année dernière pour des revenus estimés à 20 milliards de Fcfa.

## FINANCES : Nouveau chèque de 63 milliards de la Chine

LA CHINE, via l'Exim Bank, a accordé vendredi dernier deux nouveaux financements concessionnels au Togo. Le premier d'un montant de 49 milliards de Fcfa concerne la seconde phase du contournement de Lomé. Un vaste complexe routier qui permettra aux poids lourds d'utiliser les grands axes internationaux allant vers le Ghana, la Côte d'Ivoire ou le Burkina, sans être contraints d'emprunter les artères embouteillées du centre ville. Une partie de l'enveloppe sera également consacrée à la rénovation de routes secondaires.

La seconde ligne de crédit est destinée à renforcer le réseau de distribution d'électricité dans tout le pays, à la fois en zone urbaine et rurale. 14 milliards seront consacrés à ce projet.

Au terme de deux jours d'intenses négociations à Beijing, le ministre de l'Economie et des Finances, AdjitothAyassor, a signé les deux conventions dans l'après-midi avec Li Ruogu, le président de l'Exim Bank of China

M. Ruogu a souligné que les résultats obtenus par le Togo en terme de développement économique étaient impressionnants. Il s'est déclaré disposé à faire davantage pour accompagner la croissance en participant à des projets porteurs comme les infrastructures et



Le ministre Ayassor (g) et l'officiel chinois (dt)

les mines. S'agissant du projet de E-Gouvernement, qui a bénéficié d'un financement en 2009, le dirigeant d'Exim Bank a souhaité sa rapide mise en œuvre. Il a encouragé les autorités togolaises à le finaliser dans un bref délai après reformatage.

M. Ayassor s'est également entretenu avec les responsables du ministère du Commerce. Là aussi, il a reçu un accueil enthousiaste. La Chine poursuivra son soutien.

Le ministre avait rencontré les responsables de l'entreprise chinoise de BTP 'China Road'. La société, déjà très présente au Togo, s'est déclarée intéressée par de nouveaux investissements dans le pays, notamment dans le chemin de fer, dans la construction d'une autoroute à péage et dans l'extension du port minéralier.

Profitant de son séjour en Chine,

M. Ayassor s'était rendu jeudi dernier à Tianjin, le 4e plus important port chinois et le plus grand du nord du pays. Il a visité la zone portuaire et le complexe économique et industriel qui s'est développé autour.

L'idée d'utiliser une plateforme portuaire pour attirer les entreprises et créer un bassin d'activité est séduisante. Le port de Lomé pourrait s'en inspirer. Une Zone franche existe déjà à proximité, mais un parc industriel et commercial pourrait aussi voir le jour à la faveur de la construction du 3e quai et de la création d'un terminal de transbordement.

En outre, la modernisation du réseau routier avec un accès rapide aux pays voisins peut faire du Togo un Hub commercial et de services de première catégorie en Afrique de l'ouest.

Zozo

## LA CEDEAO RESTE TOUJOURS ENGAGÉE AUX COTES DU MALI

La CEDEAO reste toujours présente aux côtés du Mali, engagée dans diverses activités, pour poursuivre son assistance aux populations affectées par les crises multiformes que vient de connaître ce pays, a affirmé ce jeudi 13 février 2014 à Bamako la commissaire chargée des Affaires sociales et du Genre de l'organisation.

Dr Fatimata Dia Sow, qui s'adressait aux participants à l'atelier de débriefing post-déploiement de l'Equipe d'intervention d'urgence de la CEDEAO (EIUC/EERT) au Mali, a souligné l'engagement de la Commission à collaborer avec le gouvernement malien et les partenaires internationaux en vue de voler au secours des personnes affectées.

Au cours de cet atelier de trois jours, qui a en fait démarré depuis la veille, mercredi 12 février, il s'agit d'effectuer un débriefing pour tirer les leçons du déploiement de l'EIUC/EERT au Mali qui visait à appuyer les efforts de réhabilitation de ses services essentiels et assurer une l'aide aux populations frappées par le récent conflit que le pays a traversé.

Ces spécialistes, une vingtaine d'hommes et de femmes en provenance du Bénin, du Burkina Faso, du Cap-Vert, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée, du Niger, du Sénégal et du Togo, se trouvent dans le pays depuis novembre 2013 par le truchement de l'EIUC/EERT, un mécanisme essentiel de solidarité entre Etats membres de la CEDEAO.

Mise en place suite à une décision du Conseil des ministres de l'organisation adoptée en 2008, l'Equipe d'intervention d'urgence est aussi présentée comme un "réseau d'expertise mobilisable rapidement au service de pays frères durement touchés par une catastrophe naturelle ou une crise".

La mission déployée au Mali, la première du genre de la part de la Communauté, est composée de médecins, policiers, juristes, spécialistes des questions de réfugiés, sapeurs-pompiers ou encore ingénieurs, qui avaient auparavant reçu une formation intensive organisée par la Commission de la CEDEAO en collaboration avec les agences du système des Nations unies. Pour la commissaire, "cette initiative de développer une capacité régionale apte à rendre des services humanitaires aux populations de l'espace CEDEAO se trouvant dans le besoin est pertinente, mais le plus important est que les membres de l'EIUC (...) sont à la disposition de leurs gouvernements au niveau national et constituent une ressource très importante pour leurs différents pays et communautés en situation de détresse".

En outre, non seulement la Commission de la CEDEAO œuvre à augmenter l'efficacité de l'équipe dans ses éventuels déploiements ultérieurs, mais aussi elle s'active à "améliorer sa stratégie humanitaire globale" dans le cadre de la mise en œuvre de la politique en la matière adoptée en 2012 par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement, a assuré Dr Fatimata Dia Sow.

Les membres de l'équipe avaient été déployés à Bamako, Gao, Mopti et Tombouctou ainsi qu'auprès du bureau local du Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR), l'une des structures impliquées dans l'opération en même temps que le Bureau de coordination des affaires humanitaires (OCHA), le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Unicef, l'Organisation mondiale de la santé (OMS), ainsi que la Croix-Rouge.

Au cours de la séance solennelle d'ouverture de l'atelier, le représentant d'OCHA, M. Lucien Simba, s'est réjoui de la réussite de cette première mission de l'équipe EIUC/EERT, qu'il a qualifiée de "noble mission", avant de réaffirmer le ferme engagement de son organisation à s'engager d'autres projets communs aux côtés de la CEDEAO en vue de réduire les risques des populations face aux catastrophes naturelles ou anthropiques.

La représentante résidente de l'UNHCR, Mme Antoinette Okimba Bousquet, a également salué ce déploiement qu'elle a jugé fructueux pour avoir permis à la CEDEAO et à l'organisme onusien d'unir leurs efforts d'assistance aux populations éprouvées. Elle a cependant émis le souhait que plus de temps soit consacré aux prochaines missions du genre, mais aussi que le lien juridique soit mieux défini entre le HCR, la CEDEAO et les experts déployés.

Quant au secrétaire général du ministère du Travail et des Affaires sociales et humanitaires du Mali, M. Amadou Rouamba, qui présidait la séance, il a rappelé que son pays a connu de mars 2012 à août 2013 une situation d'instabilité politico-militaire et sécuritaire ayant entraîné une fragilisation de ses institutions et un mouvement massif des populations des régions du Nord vers les pays frontaliers et l'intérieur du pays.

Après avoir loué l'accompagnement, l'appui et la solidarité internationale qui ont permis au Mali de "se relever pour faire face aujourd'hui aux nombreux défis de son développement", M. Rouamba s'est réjoui du "travail de qualité" fourni par les experts déployés par la CEDEAO, qui se sont véritablement intégrés aux équipes nationales au niveau local et ont participé de façon constante à l'exécution des différentes tâches requises.

Au cours de l'atelier de Bamako, il s'agira principalement, puisque c'est la première fois qu'une mission de ce genre a été déployée dans le cadre d'une situation réelle de conflit, de procéder à un débriefing des parties prenantes (CEDEAO, gouvernement du Mali, agences des Nations unies et autres organisations humanitaires) afin de permettre de tirer toutes les leçons d'une telle opération.

La rencontre permettra aussi, de façon spécifique, de déterminer les forces et faiblesses de l'exercice, de voir dans quelle mesure les objectifs fixés à chaque expert ont été atteints, d'examiner les questions administratives et opérationnelles relatives au contenu du document d'accompagnement de l'EIUC/EERT ainsi qu'aux procédures sur le terrain.

L'un des objectifs poursuivis étant d'améliorer le contenu du document d'accompagnement pour les interventions futures du même type, la rencontre servira aussi à améliorer les prestations et la participation des Etats membres, à déterminer les besoins de formation pour l'EIUC/EERT et à rendre encore plus fluide la collaboration sur le terrain entre les Etats membres et les partenaires.

Selon des données fournies par le HCR, le Mali est resté, malgré la crise humanitaire de 2012, une terre d'accueil pour 18 451 réfugiés et demandeurs d'asile, toutes nationalités confondues. Les événements ont occasionné un déplacement massif de personnes tant à l'intérieur du territoire que vers les pays voisins. Ainsi, 254 822 personnes au total ont été forcées de quitter leurs zones de résidence au Nord vers le sud du pays, tandis que 167 927 autres se sont réfugiés dans les Etats voisins comme l'Algérie, le Burkina Faso, la Mauritanie et le Niger.

A la faveur de l'intervention militaire africaine au sein de la Minusma et de l'opération française Serval, les déplacés internes ont commencé à retourner spontanément dans leurs régions et cercles d'origine, avec la même tendance observable chez certains réfugiés. Depuis avril 2013, il a été officiellement enregistré près de 18 000 réfugiés retournés en provenance des quatre pays d'asile déjà cités.

A noter que dans le secteur humanitaire, la Commission de la CEDEAO, à travers son Plan d'intervention humanitaire pour le Mali, a activement aidé ce pays, mais aussi le Burkina Faso et le Niger, par des dons en espèces de 4,5 millions de dollars pour l'achat de produits alimentaires et non alimentaires en faveur de la population affectée, ainsi que par l'acquisition de 410 tonnes de riz d'une valeur de 500.000 dollars pour alléger les souffrances des personnes touchées.



## Agence de distribution de courriers

Lettre- Documents d'Affaires-Colis-Marchandises  
Imprimerie-Sérigraphie-Tampons-Reliure  
(Tous travaux d'impression)  
Adresse 141, Angle Rue LANDJO (Tokoin Tamé)

A coté du commissariat du 5ème arrondissement  
BP : 5022 Lomé Togo  
Tél : +228 22 61 46 08 / 23 38 54 11  
Fax : +228 22 26 06 02  
Cel : +228 90 15 98 06/98 10 33 08  
Email : [togoexpress07@yahoo.fr](mailto:togoexpress07@yahoo.fr)



## La Première Agence de Presse Privée au Togo

[www.savoirnews.net](http://www.savoirnews.net)

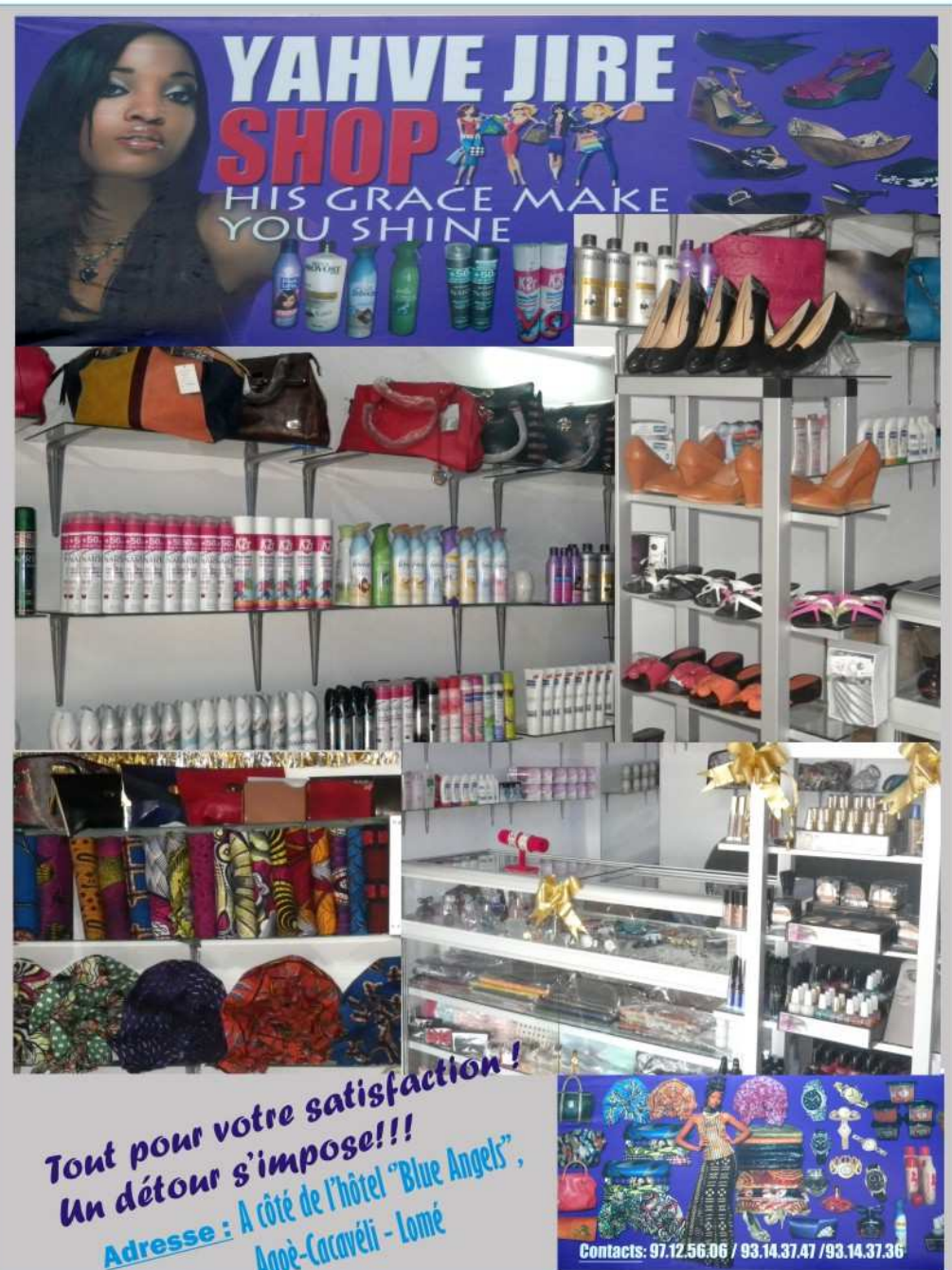
L'INFO en Continu 24/24H  
Tél (228) : 90 04 19 64 / 99  
35 29 23/ 91 45 34 50

E-mail : [savoir.news@yahoo.fr](mailto:savoir.news@yahoo.fr) /  
[info@savoirnews.net](mailto:info@savoirnews.net)



Centre Africain de Formation et de Recherche en Arts et Métiers  
Spécialiste de la Sérigraphie Industrielle  
Marquage et Impression des Supports de communication  
Prestation de service

Contacts : (+228) 90 05 84 20 / 22 37 75 74



Tout pour votre satisfaction!!!  
Un détour s'impose!!!  
Adresse : A côté de l'hôtel "Blue Angels",  
Agè-Caravèli - Lomé

Contacts: 97.12.56.06 / 93.14.37.47 / 93.14.37.36